

Question : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Objectif d'apprentissage 1 – Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance.

Être capable de présenter les grandes caractéristiques de l'intégration européenne

- ‡ L'intégration européenne est un processus qui a connu plusieurs étapes depuis les années 1950, avec des élargissements progressifs de 6 à 28 pays, puis la sortie du Royaume-Uni
- ‡ Création d'un marché unique décidé par l'Acte unique de 1986 (réalisation en 1993) : libre circulation des biens, services, capitaux, personnes.
- ‡ L'euro devient progressivement la monnaie officielle de certains pays de l'UE. Actuellement, parmi les 27 pays membres de l'Union européenne, 20 pays ont adopté l'euro et forment la zone euro.
- ‡ Cette intégration a nécessité des évolutions concernant les droits de douane : plus de droits de douane entre les pays membres pour les échanges de biens (zone de libre-échange, effective à partir de 1968) puis un tarif douanier commun avec les pays extérieurs à la zone (union douanière effective à partir de 1974).
- ‡ Progressivement se sont élaborées des politiques économiques communes (ex : politique agricole commune) et les politiques budgétaires des États membres ont été encadrées par le Pacte de stabilité et de croissance

Être capable d'expliquer les raisons pour lesquelles il est attendu du marché unique qu'il favorise la croissance économique

- ‡ La libre circulation des facteurs de production permet une meilleure allocation des ressources permettant une hausse de la productivité.
- ‡ Les entreprises profitent d'une baisse des coûts due à des économies d'échelle du fait de l'élargissement des marchés, à la hausse de la productivité et à la suppression des droits de douane, elles peuvent baisser leurs prix pour affronter la concurrence. Elles sont aussi incitées à innover pour s'imposer sur le marché face à leurs concurrents.
- ‡ Les consommateurs bénéficient d'une hausse de leur pouvoir d'achat (baisse des prix) et accèdent à une plus grande variété de produits.
- ‡ La libre circulation des capitaux permet aux acteurs économiques de financer leurs investissements plus facilement et à moindre coût.

Illustrations

- ‡ 1986 : volonté de création du marché unique, réalisé en 1993
- ‡ 1992 : Traité de Maastricht fixant l'objectif d'une monnaie unique et instaurant la Banque Centrale européenne.
- ‡ 1999 : entrée en vigueur de l'Euro (mise en circulation des pièces et billets en 2002).
- ‡ D'après Felbermayr et al. (2022), une désintégration complète de l'UE entraînerait des pertes de production de l'ordre de 5,3 % pour les membres dont l'adhésion est antérieure à 2004 et de 9,1 % pour les membres plus récents de l'UE.
- ‡ Selon le CEPII, le PIB réel moyen des États membres est supérieur de 4,4 % à celui qu'il serait sans le marché unique.

Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Intégration européenne, marché unique, zone euro

Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 : Présentez les avantages attendus du marché unique en Europe.

Objectif d'apprentissage 2 – Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence

Être capable de présenter les objectifs de la politique européenne de la concurrence

- ‡ Pilotée par la Commission européenne en coordination avec les autorités nationales de la concurrence, la politique européenne de la concurrence assure le maintien des marchés dans une situation concurrentielle. La concurrence entre les entreprises favorise la baisse des prix, la hausse de la qualité et des innovations ainsi qu'une hausse de la diversité des produits à l'avantage des consommateurs. La compétitivité des entreprises s'en trouve aussi renforcée.

Être capable d'expliquer les modalités de la politique européenne de la concurrence

Modalité	Raison	Mise en œuvre de la politique de la concurrence
Interdiction des ententes illicites	Une entente peut porter sur des prix supérieurs au prix concurrentiel, sur des quantités trop faibles, sur un partage du marché, sur la diffusion d'information, etc., ce qui nuit aux consommateurs voire aux entreprises extérieures à l'entente.	Amendes
Interdiction des abus de position dominante	Une entreprise dominante sur le marché peut adopter des stratégies pour entraver la concurrence et nuire à ses concurrents.	Amendes
Contrôle des opérations de fusion-acquisition	La politique de concurrence peut conduire à interdire une fusion-acquisition ou à l'accepter sous conditions si elle menace la concurrence sur un marché.	Le projet peut être accepté, accepté sous conditions ou rejeté
Interdiction de certaines aides de l'État	Les aides d'État aux entreprises sont interdites (sauf exception). Elles leur permettraient de vendre leurs produits à un prix plus faible que le prix de concurrence, voire inférieur au coût de production, ce qui rend la concurrence déloyale.	Autorisation (sous conditions) ou refus des aides d'États
Ouverture des marchés à la concurrence	Les monopoles, qui ne sont pas des monopoles naturels, mais dont les barrières à l'entrée sont garanties par les États doivent être ouverts à la concurrence afin de permettre à d'autres entreprises notamment européennes de s'implanter dans ces pays.	La Commission européenne peut contraindre les pays à ouvrir à la concurrence certains marchés monopolistiques

Être capable d'expliquer les limites de la politique européenne de la concurrence

- ‡ Problèmes de coordination avec d'autres politiques publiques : notamment il est reproché à la politique de concurrence d'empêcher une politique industrielle qui permettrait le développement de certains secteurs ou faire émerger des géants européens à l'image de grands groupes américains ou chinois.
- ‡ Problèmes face à l'ouverture à la concurrence : par exemple, certains monopoles peuvent se justifier pour des raisons économiques et sociales.

Illustrations

- ‡ 2024 : des entreprises et organismes du secteur des conserves et canettes se sont entendus pour cacher des informations sur la présence de bisphénol A, amende de près de 20 millions d'euros.
- ‡ 2018 : Google condamné pour abus de position dominante de son système d'exploitation Android.
- ‡ 2019 : fusion Alstom - Siemens rejetée, rachat de Bombardier par Alstom autorisée sous conditions.
- ‡ 2020 : autorisation de certaines aides d'État dans le contexte de la crise sanitaire.
- ‡ 2023 : disparition du monopole de la SNCF sur le transport ferroviaire de voyageur, l'entreprise espagnole Renfe ouvre plusieurs lignes en France.
- ‡ Absence de grands groupes européens du numérique dans le domaine des réseaux sociaux, des moteurs de recherche, du commerce en ligne, etc.

Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Politique de la concurrence, fusion-acquisition, entente illicite, abus de position dominante

Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 :

Quels sont les objectifs de la politique européenne de concurrence ?

Présentez une limite de la politique européenne de la concurrence.

Épreuve composée, partie 2 Q2 : À l'aide du document et de vos connaissances, vous présenterez les objectifs de la politique européenne de la concurrence.

Objectif d'apprentissage 3 – Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.

Être capable d'expliquer comment la politique monétaire agit sur l'inflation et la croissance économique

- La politique monétaire est menée par la Banque Centrale européenne dans la zone euro. En influençant les taux d'intérêt directeurs à court terme sur le marché monétaire, elle modifie le coût du financement des banques commerciales sur le marché monétaire.
- Hausse des taux d'intérêt sur le marché monétaire => hausse des taux d'intérêt pour les clients des banques commerciales => hausse du coût du crédit => baisse de l'investissement et de la consommation => baisse de la demande => ralentissement de l'inflation mais effet négatif sur la croissance économique.
- Inversement, une baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire interbancaire permet de stimuler la croissance économique mais peut alimenter l'inflation.

Être capable d'expliquer comment la politique budgétaire agit sur l'inflation et la croissance économique

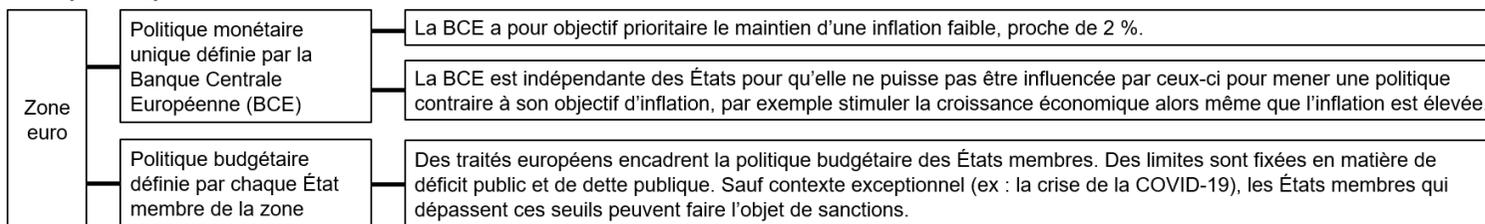
- La politique budgétaire menée principalement par les États utilise le niveau des recettes fiscales et des dépenses publiques pour influencer la demande de consommation et d'investissement afin d'agir sur le rythme de la croissance économique.
- Hausse des dépenses publiques (hausse des salaires des fonctionnaires, des prestations sociales et des subventions) et baisse des prélèvements obligatoires sur les ménages => hausse du pouvoir d'achat des ménages => hausse de la demande de consommation et d'investissement des ménages => hausse de la production.
- Hausse des dépenses publiques (subventions) et baisse des impôts sur les sociétés => hausse de l'investissement des entreprises => hausse de la production.
- Hausse des investissements publics => hausse de la demande adressée aux entreprises => hausse de la production.
- Si la hausse de la demande de consommation et d'investissement des ménages et des entreprises est supérieure à la hausse de l'offre, des tensions inflationnistes peuvent apparaître. Dans ce cas, une politique de hausse des impôts et/ou de baisse des dépenses publiques freinera la demande et l'inflation, mais aura des effets négatifs sur la croissance du fait du ralentissement de la demande de consommation et d'investissement qu'elle provoque.

Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

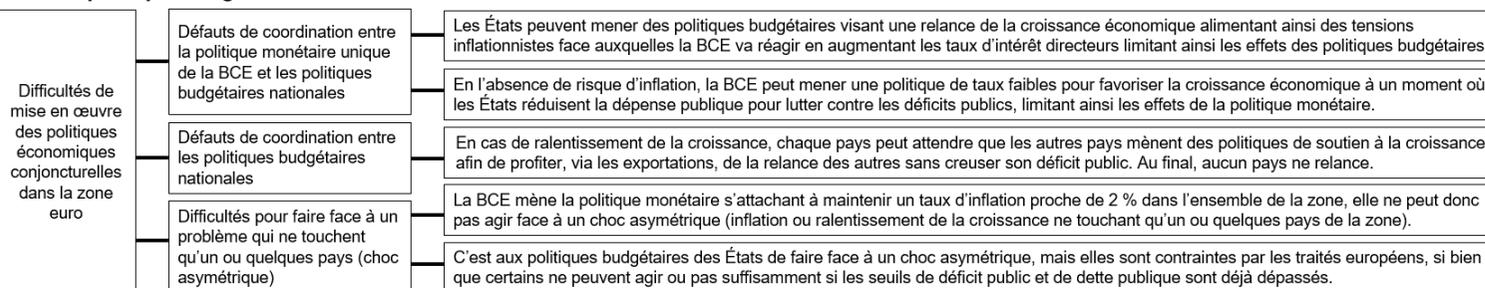
Politique monétaire, politique budgétaire, taux d'intérêt, dépenses publiques, prélèvements obligatoires.

Objectif d'apprentissage 4 – Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).

Être capable d'expliquer que la politique monétaire est menée par la BCE tandis que la politique budgétaire, encadrée par des traités européens, est menée par chaque État membre



Être capable d'expliquer les difficultés engendrées par le fait que la BCE mène la politique monétaire de la zone euro tandis que chaque État membre mène sa politique budgétaire



Vocabulaire mobilisable pour expliquer les mécanismes

Politique monétaire, politique budgétaire, choc asymétrique, déficit public, dette publique, coordination des politiques économiques

Illustrations

- Pour faire face à la crise des subprimes, la BCE avait diminué son principal taux d'intérêt directeur dès la fin de l'année 2008.
- Pour faire face au retour de l'inflation depuis 2022, la BCE a plusieurs fois relevé ses taux d'intérêt directeurs.
- Décembre 2020 : plan de relance budgétaire européen suite à la crise sanitaire (2 018 milliards d'euros).

Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 : À l'aide d'un mécanisme, vous expliquerez comment la politique monétaire de la Banque centrale européenne peut agir positivement sur la conjoncture économique européenne.

Épreuve composée, partie 2 Q2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez comment la politique monétaire peut agir sur la conjoncture économique.

Illustrations

- En 1997, le Pacte de Stabilité et de Croissance fixe le déficit public maximal autorisé à 3 % du PIB et la dette publique à 60 % du PIB. Révisé à plusieurs reprises, le PSC a été suspendu au printemps 2020 afin que les États puissent faire face à la crise de la COVID-19
- En décembre 2023, les États membres ont trouvé un accord sur une réforme du PSC le rendant plus réaliste, progressif et propice à la croissance en protégeant les investissements dans des domaines stratégiques (ex : numérique, écologie). S'il est voté par le Parlement européen, il s'appliquera à partir de 2025.
- Dans la période 2012-2019, la politique monétaire est favorable à la croissance avec des taux d'intérêt directeurs très bas. Sur la même période, le gouvernement français cherche à réduire le déficit budgétaire creusé par la crise de 2008 et freine la dépense publique.

Exemples de sujets de bac

Épreuve composée, partie 1 : Comment peut-on expliquer la difficulté à gérer les chocs asymétriques dans la zone euro ?

Dissertation : À quelles difficultés se heurtent les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles ?